

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Machine d'insertion et d'enlèvement	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-155291/A	Date 2015-09-01
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-155291	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HS-597-67906	
File No. - N° de dossier hs597.W8476-155291	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-10-13	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bourassa, Chantal	Buyer Id - Id de l'acheteur hs597
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6763 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5227
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Industrial Vehicles & Machinery Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8476-155291/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hs597W8476-155291

Buyer ID - Id de l'acheteur

hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8476-155291

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

CETTE PAGE EST INTENTIONNELLEMENT LAISSÉE BLANCHE

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Accords commerciaux
- 1.4 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables - Soumission
- 2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions
- 2.6 Considérations environnementales

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignement supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EXIGENCES FINANCIÈRES

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Capacité financière

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Besoin - Contrat
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Durée du contrat
- 7.4 Responsables
- 7.5 Paiement
- 7.6 Facturation
- 7.7 Attestations

- 7.8 Lois applicables - Contrat
- 7.9 Ordre de priorité des documents
- 7.10 Clauses du guide des CCUA
- 7.11 Inspection et acceptation
- 7.12 Préparation pour la livraison
- 7.13 Expédition - livraison à destination
- 7.14 Documents de sortie - distribution
- 7.15 Réunion suivant l'attribution du contrat
- 7.16 Rapports périodiques
- 7.17 Outils et équipement en vrac
- 7.18 Assemblage/Préparation à la livraison
- 7.19 Interchangeabilité
- 7.20 Considérations environnementales

Pièces jointes

Annexe A - Établissement des prix

Annexe B – Énoncé des travaux pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat

Appendice 1 à l'annexe B

Annexe C – Évaluation de la soumission technique pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat

Annexe D - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions et le contrat subséquent comptent sept (7) parties ainsi que des annexes comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les pièces jointes comprennent l'Annexe A - Établissement des prix, Annexe B – Énoncé des travaux pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat, Appendice 1 à l'annexe B Annexe C – Évaluation de la soumission technique pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et Annexe D - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.

1.2 Sommaire

Le ministère de la Défense nationale a un besoin pour l'achat du trente-huit (38) machines d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et des articles auxiliaires incluant un (1) cours de formation des formateurs en conformité avec à l'Annexe B - – Énoncé des travaux pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat datée du 24 août 2015, ci-jointe et tel que décrit à l'Annexe A – Établissement des prix.

Ce besoin inclus une option pour une quantité additionnelle de jusqu'à dix (10) machines d'insertion et d'enlèvement de dispositifs additionnelles ainsi que les articles auxiliaires et jusqu'à quatre (4) cours de formation des utilisateurs qui pourra être exercée dans les douze (12) mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), des Accords de libre-échange entre le Canada et la Colombie (ALÉCCO) des Accords de libre-échange entre et le Canada et le Pérou (ALÉCP), des Accords de libre-échange entre le Canada et le Panama (ALÉCPA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.4 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumission. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2015-07-03) Instructions uniformisées - biens ou services, besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 05.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions

Insérer : Les soumissions seront valables pendant au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils à compter de la date de clôture de la demande de soumissions.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables - soumission

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis, l'énoncé des travaux ou la description d'achat contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.6 Considérations environnementales

Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnement. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral entrée en vigueur en avril 2006, les ministères et les organismes fédéraux doivent prendre les mesures appropriées pour se procurer des produits et des services dont l'impact environnementale est moindre que celui des produits et services qu'ils se procuraient traditionnellement.

Les facteurs environnementaux incluent, entre autres : la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, améliorations de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, réduction des déchets et la réutilisation et le recyclage de soutien, l'utilisation des ressources renouvelables, réduction des déchets dangereux et réduction des substances toxiques et dangereuses. Conformément à la Politique d'achats écologiques, pour cette sollicitation :

Après l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu sera prié de fournir toute la correspondance, y compris (mais sans s'y limiter) les documents, les rapports et les factures en format électronique, sauf indication contraire de l'autorité contractante, de l'autorité technique ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.

Les soumissionnaires devraient recycler (déchiqeter) les copies des documents non classifiés / protégés inutiles (en tenant compte des exigences de sécurité).

Les composantes de produits utilisés lors de la prestation des services devraient être recyclables et/ou réutilisables, lorsque possible.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

La première page de la demande de proposition signée par le soumissionnaire ou son représentant autorisé (1 copie signée)

Section I: Soumission technique (2 copies papier)

Section II: Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations (1 copie papier)

Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Les soumissionnaires devraient soumettre, avec leur soumission, l'annexe C – Évaluation de la soumission technique pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat dûment complété.

3.1.1 Produits de remplacement et solutions de rechange

1. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement seront pris en considération par l'autorité technique lorsque le soumissionnaire:
 - a) Indique clairement un produit de remplacement et/ou une solution de rechange;
 - b) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement et/ou du produit, s'il y a lieu;
 - c) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué dans la description technique du besoin;
 - d) fournit les caractéristiques complètes et les brochures, s'il y a lieu;
 - e) présente une déclaration de conformité comprenant les caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange répondent à toutes les exigences techniques indiquées dans la description technique du besoin;
 - f) indique clairement les parties dans le libellé d'achat et dans les brochures qui confirment que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange sont conformes aux exigences techniques.
2. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement ne seront pas pris en considération par l'autorité technique si:
 - a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité technique d'évaluer pleinement l'équivalence du produit;
 - b) le produit de remplacement et/ou la solution de rechange ne répondent pas aux exigences techniques précisées dans la description technique du besoin;
3. Les soumissionnaires sont incités à proposer des produits écologiques chaque fois que possible.


Section II : Soumission financière


Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Base de paiement spécifiée à la Partie 7 et avec l'Annexe A - Établissement des prix. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Les soumissionnaires devraient compléter l'annexe A et la soumettre avec leur soumission.

3.1.2 Clauses du guide des CCUA

3.1.2.1 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.

2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

3.1.3 Meilleure date de livraison - soumission

3.1.3.1 Quantité ferme

Bien que la livraison pour le véhicule/l'équipement soit demandée pour le 31 mars 2016, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit :

Destination A – BFC Borden, Ontario

Article 001 – une (1) machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Destination B – BFC Montréal, Québec

Trente-sept (37) machines d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

3.1.3.2 Quantité optionnelle

La meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit :

Article 002 - Si une option est exercée, jusqu'à dix (10) machines d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ semaines/jours civils.

3.1.4 Représentants du fournisseur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____

No de téléphone : _____

No de télécopieur : _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

No de téléphone : _____

No de télécopieur : _____

Courriel : _____

3.1.5 Service après-vente – Borden, Ontario

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

3.1.5.1 Service après-vente – Montréal, Québec

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Nom : _____

Adresse : _____

No de téléphone : _____

3.1.6 Période de garantie courante du fabricant

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la garantie courante du fabricant pour le véhicule/l'équipement et ses composants qui dépasse la période de garantie minimale de douze (12) mois. Les garanties courantes additionnelles du fabricant tirées des composants/sous-ensemble du fabricant d'équipement original feront parties du contrat proposé.

3.1.7 Période de la garantie prolongée

Le Canada demande que le soumissionnaire indique si une période de la garantie prolongée est offerte qui dépasse la période minimale de douze (12) mois.

Si oui, le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la période de la garantie prolongée offerte à l'égard du véhicule/équipement et de ses composants, ainsi que sur le prix.

Toute période de la garantie prolongée ne sera pas inclus dans l'évaluation financière.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

4.1.1.1 Preuve de conformité obligatoire

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les preuves de conformité requises à l'annexe B – Énoncé des travaux pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et à l'annexe C – Évaluation de la soumission technique pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat.

4.1.1.2 Produits de remplacement et/ou solutions de rechange

Les soumissionnaires qui proposent des produits de remplacement et/ou des solutions de rechange doivent fournir avec leur soumission, toute l'information requise (conformément à la Partie 3, section 1, article 1. Produits de remplacement et solutions de rechange pour que l'on tienne compte de leur soumission.

4.1.2 Critères d'évaluation financiers obligatoires

4.1.2.1 Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les informations financières requises dans la demande de soumissions et à l'Annexe A - Établissement des prix pour les articles 001, 002 et 004.

4.1.2.2 Les prix de la soumission doivent être en dollars canadien, rendu droits acquittés à destination, selon les Incoterms 2000 pour l'article 001 (quantité ferme) et FCA franco-transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000 pour les articles 002 (quantité optionnelle) et 004 (Cours de formation des utilisateurs - optionnels), les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus, rendu droits acquittés.

4.1.3 Prix global évalué

Les soumissions seront évaluées sur un prix global pour la quantité ferme, la quantité optionnelle et le cours de formation des utilisateurs (option) comme suit:

- a) Les prix de lot fermes pour la quantité ferme seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la quantité ferme;
- b) les prix de lot fermes pour la quantité optionnelle seront multipliés par les quantités estimative identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la quantité optionnelle;

- c) les prix de lot fermes pour les séances d'instructions de familiarisation (option) seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour le cours de formation des utilisateurs (option);
- d) la somme de tous les prix évalués déterminera le prix global évalué.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires techniques et financiers pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix global évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire de déclaration dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais ils peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des

« soumissionnaires à admissibilité limitée »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Conformité du produit

Le soumissionnaire certifie que tous les véhicules/équipements proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la période du contrat, à toutes les spécifications techniques de la description d'achat.

Cette certification ne soustrait pas la soumission à son obligation de satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés dans la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumission ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Capacité financière

Référence de CCUA
A9033T

Titre
Capacité financière

Date
2012-07-16

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin - contrat

L'entrepreneur doit fournir trente-huit (38) machines d'insertion et d'enlèvement de dispositions de roulage à plat et les articles auxiliaires, incluant le cours de formation des formateurs, conformément à l'Annexe B – Énoncé des travaux pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat datée du 2015-08-24 et à l'Annexe A - Établissement des prix.

Une option pour une quantité de jusqu'à dix (10) machines d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires est incluse et jusqu'à quatre (4) cours de formation des utilisateurs qui pourra être exercée dans les douze (12) mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

7.1.1 Changements techniques, produits de remplacement et solutions de rechange

Tous les changements techniques, les produits de remplacement et les solutions de rechange que propose l'entrepreneur doivent être évalués aux fins d'approbation par l'autorité technique. Tous les produits de remplacement et les solutions de rechange doivent être équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement à ce qui est remplacé et doit être sans frais supplémentaires pour le Canada. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents ne seront acceptables qu'une fois approuvés par l'autorité technique comme équivalents. Une modification au contrat ou le formulaire complété de modification ou modèle ou écart autorisé sera émis.

Si l'autorité technique n'accepte pas le produit de remplacement ou la solution de rechange et que l'entrepreneur ne peut respecter les exigences techniques, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales stipulées dans le contrat.

7.1.2 Biens optionnels et(ou) services facultatifs

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, services ou les deux qui sont décrits dans les présentes, selon les mêmes conditions et aux prix établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'option pourra être exercée, à la discrétion du Canada, au complet, ou en partie ou à une ou plusieurs occasions, jusqu'à la quantité maximale identifiée dans le contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les douze (12) mois à partir de la date d'émission du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit informer l'autorité technique et l'autorité contractante de tout changement à la conception qui pourrait modifier l'achat de véhicules/équipements additionnels.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2010A (2015-07-03), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Le paragraphe 2 est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

Si les travaux de réparation sous garantie ne peuvent être commencés dans les deux (2) jours ouvrables et terminés dans un délai raisonnable ou si l'entrepreneur ne dispose pas d'installations de réparation dans le voisinage immédiat (à moins de 100 kilomètres) des points de livraison (destinataires) précisés, le Canada se réserve le droit de faire exécuter les réparations, puis de se faire rembourser par l'entrepreneur au taux horaire de main-d'oeuvre de 103,91\$ et pour le coût des pièces remplacées.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison du véhicule/équipement doit être effectuée comme suit :

Quantité ferme

Destination A – BFC Borden, Ontario

Article 001 – une (1) machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par TPSGC) semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Destination B – BFC Montréal, Québec

Trente-sept (37) machines d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par TPSGC) semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Quantité optionnelle

Article 002 - Si l'option est exercée, jusqu'à dix (10) machines d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par TPSGC) semaines/jours civils après qu'une option est exercée.

7.4 Responsables

7.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Chantal Bourassa
Agent d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
DTPLEP - Division « HS »
Place du Portage, Phase III, 7B1
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone: 819-956-6763
Télécopie: 819-956-5227
Courriel: chantal.bourassa@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.4.2 Autorité pour les achats

L'autorité pour les achats pour le contrat est :

À être inséré par TPSGC

DLP
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

L'autorité des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec l'autorité des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.3 Autorité technique

L'autorité technique pour le contrat est :

À être inséré par TPSGC

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

L'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.4 Représentant de l'entrepreneur

Renseignements généraux

Nom : À être inséré par TPSGC
No de téléphone :
No de télécopieur :
Courriel :

Suivi de la livraison

Nom : À être inséré par TPSGC
No de téléphone :
No de télécopieur :
Courriel :

7.4.5 Service après-vente – Borden, Ontario

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par TPSGC km

Nom :
Adresse :
Numéro de téléphone :

7.4.5.1 Service après-vente – Montréal, Québec

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par TPSGC km

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes spécifiés dans l'Annexe A - Établissement des prix et selon ce qui suit:

7.5.1.1 Base de paiement (BDP) Type 1

Des prix de lots fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

7.5.1.2 Base de paiement (BDP) Type 2

Des prix de lots fermes en dollars canadiens, FCA franco-transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

7.5.1.3 Base de paiement (BDP) Type 3

Prix à être négocié en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus.

Les coûts de transport seront négociés alors que le Canada a l'intention d'exercer une option et a identifié les quantités et les destinations en vigueur. À la demande du Canada, en tant que base de négociation, l'entrepreneur doit fournir le prix du transport(s) et les informations pertinentes.

7.5.1.4 Base de paiement (BDP) Type 4

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?sid=90&hl=1&lang=fra&merge=2>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir une estimation des coûts et les informations pertinentes pour les frais de déplacement et de subsistance.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

7.5.2 Clauses du guide des CCUA

Référence de CCUA	Titre	Date
C6000C	Limite de prix	2011-05-16
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

7.5.3 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres frais payés par la soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.

2. Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

$$\text{Rajustement} = \text{montant en monnaie étrangère} \times \text{Qté} \times (i_1 - i_0) / i_0$$

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère

Montant en monnaie étrangère (par unité)

i_0



taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

i_1

taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

Qté

quantité d'unités

4. Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.
5. Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement était dû. Le plus récent cours à midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.
6. L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (soit à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#) , Demande de rajustement du taux de change.
7. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](#)  (c.-à-d. $[i_1 - i_0 / i_0]$).
8. Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.

7.6 Facturation

7.6.1 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.
2. Les factures ne doivent pas être soumises avant la livraison, l'inspection et l'acceptation du véhicule/équipement/service.
3. Les taxes applicables, selon le cas, doivent être calculées pour le montant total de la facture, avant l'application de la retenue de garantie. Au moment de la demande de la retenue de garantie, il n'y aura pas de taxes à payer car celles-ci auront été réclamées et payées sous la facture précédente pour le véhicule/équipement/service.
4. Suite à la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service, l'entrepreneur peut soumettre une facture pour le déblocage de la retenue de garantie.
5. Chaque facture doit être appuyée par:

- (a) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.
- 6. L'entrepreneur est prié de fournir les factures en format électronique, sauf indication contraire de l'autorité contractante ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.
- 7. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - (a) L'original doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité pour les achats identifiée sous l'article intitulé «?Responsables?» du contrat pour acceptation et paiement.
 - (b) Un (1) exemplaire doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé «Responsables» du contrat.

7.6.2 Retenue de garantie

1. Le Canada retiendra dix (10) pour cent sur tout paiement final dudit véhicule/équipement/service (article 001 à 004) jusqu'à la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service.
2. Suivant la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service, l'entrepreneur doit soumettre une facture, pour le déblocage de la retenue de garantie, en conformité avec les «Instructions relatives à la facturation» évoquées dans ce contrat.

7.7 Attestations

7.7.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.7.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.8 Lois applicables - contrat

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010A (2015-07-03) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A - Établissement des prix;
- d) Annexe B – Énoncé des travaux pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat;
- e) Annexe D - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation;
- f) La soumission de l'entrepreneur (à être inséré par TPSGC) en date du, telle que modifiée (à être inséré par TPSGC).

7.10 Clauses du guide des CCUA

Référence de CCUA	Titre	Date
A1009C	Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
A9049C	Sécurité des véhicules	2011-05-16
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011-05-16
C2801C	Cote de priorité - entrepreneur canadien	2014-11-27
D3010C	Livraison de marchandises dangereuses/produits dangereux	2014-06-26
D5510C	Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi au Canada	2014-06-26
D5511C	Validation d'essais	2010-01-11
D5515C	Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis	2010-01-11
D5540C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q)	2010-08-16
D5604C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger	2008-12-12
D5605C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi aux États-Unis	2010-01-11
D5606C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi au Canada	2012-07-16
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30
G1005C	Assurances	2008-05-12

7.11 Inspection et acceptation

L'autorité technique ou son représentant sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne

sont pas conformes aux exigences de la description d'achat et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.12 Préparation pour la livraison

1. Le véhicule/l'équipement doit être desservi, ajusté et être en condition pour utilisation immédiate. L'intérieur et l'extérieur doivent être nettoyés avant que le véhicule quitte l'usine et soit remis au responsable des inspections ou son mandataire à la destination finale de livraison.
2. La livraison de tous les véhicules/équipements doit se faire sur rendez-vous seulement entre 8h00 hres et 16h00 du lundi au vendredi, sauf les jours fériés fédéraux. Les livraisons de véhicules sans rendez-vous pourront être refusées sauf si des dispositions ont été prises pour autoriser que du personnel qualifié soit disponible pour effectuer l'inspection et d'accepter la livraison. Lorsque le transporteur doit retourner faute de ne pas avoir pris de rendez-vous, le Canada n'est pas tenu de payer pour les coûts additionnels.

7.13 Expédition - livraison à destination

1. L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP - rendu droits acquittés (en conformité avec l'annexe A - Établissement des prix) indiqué ci-dessous. À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes applicables.
2. L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec la personne désignée à l'annexe A - Établissement des prix. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

7.14 Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;

Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;

Une (1) copie à l'autorité contractante;

Une (1) copie au

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A 0K2
À l'attention de :

Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;

Une (1) copie à l'entrepreneur; et

Pour les entrepreneurs non-canadiens, une (1) copie au

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A 0K2
Courriel :ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

7.15 Réunion suivant l'attribution du contrat

Dans un délai de vingt (20) jours civils après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour déterminer si une réunion est requise. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité technique afin de passer en revue les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal dans les cinq (5) jours civils après la tenue de la réunion. La réunion aura lieu aux établissements de l'entrepreneur ou à un édifice du ministère de la Défense nationale ou via téléconférence, à la discrétion du Canada, sans frais additionnels au Canada, avec des représentants de l'entrepreneur, du ministère de la Défense nationale et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.16 Rapports périodiques

L'entrepreneur doit préparer et fournir des rapports mensuels à l'autorité pour les achats, l'autorité technique et l'autorité contractante.

L'entrepreneur doit répondre aux questions suivantes :

- (i) Le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
- (ii) Le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

7.17 Outils et équipement en vrac

Tous les articles et outils expédiés en vrac doivent être inscrits sur le Certificat d'inspection (CF 1280) ou sur le bordereau d'emballage fourni avec le véhicule/équipement, pour la vérification lors du transport.

7.18 Assemblage/Préparation à la livraison

L'entrepreneur doit dépêcher un représentant du service à chaque point de livraison pour effectuer l'assemblage et la préparation de tous les véhicules/équipement livrés. L'assemblage/Préparation à la livraison doivent être effectués sans frais supplémentaires pour le Canada.

7.19 Interchangeabilité

À moins de modifications autorisées par l'autorité contractante, tous les véhicules/équipements fournis en fonction d'un article donné d'un contrat doivent être de même marque et de modèle, et tous les assemblages, sous-ensembles et pièces doivent être interchangeables.

7.20 Considérations environnementales

Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnement. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral entrée en vigueur en avril 2006, les ministères et les organismes fédéraux doivent prendre les mesures appropriées pour se procurer des produits et des services dont l'impact environnementale est moindre que celui des produits et services qu'ils se procuraient traditionnellement.

Les facteurs environnementaux incluent, entre autres : la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, améliorations de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, réduction des déchets et la réutilisation et le recyclage de soutien, l'utilisation des ressources renouvelables, réduction des déchets dangereux et réduction des substances toxiques et dangereuses. Conformément à la Politique d'achats écologiques:

L'entrepreneur est prié de fournir toute la correspondance, y compris (mais sans s'y limiter) les documents et les rapports en format électronique, sauf si indication contraire de l'autorité contractante, de l'autorité technique ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.

L'entrepreneur devrait recycler (déchiqueter) les copies des documents non classifiés / protégés inutiles (en tenant compte des exigences de sécurité).

Les composantes de produits utilisés lors de la prestation des services devraient être recyclables et/ou réutilisables, lorsque possible.

ANNEXE A - ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Article 001 – Machine d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat (Quantité ferme)

L’entrepreneur doit livrer trente-huit (38) machines d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires tels que, mais sans s’y limiter, les manuels d’exploitation et d’entretien, rapport d’évaluation environnementale de l’équipement, certifications, plan d’essai, rapport d’essai, liste de vérification plastifiée, plan de formation, vidéo de formation, liste des pièces de rechange et des articles consommables à changer à court terme, liste des pièces de rechange et des articles consommables recommandés à changer à long terme, données techniques pour le catalogage, liste des éléments à long délai de livraison, les lettres de garantie, incluant le cours de formation des formateurs, en conformité avec l’annexe B – Énoncé des travaux pour machine d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat ci-jointe, datée du 24 août 2015.

Manufacturier: (à être inséré par TPSGC) _____ Modèle: (à être inséré par TPSGC) _____

Destination A

Une (1) machine d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC Borden, Ontario
Section de l’équipement majeur
Édifice O-111
Borden, Ontario
LOM 1C0
Canada

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC).

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Destination B

Trente-sept (37) machines d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

BFC Montréal
25 Dépôt d’approvisionnement des FC, Montréal
6363 Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H1N 3V9
Canada

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC).

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Article 002 – Machine d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat (Quantité optionnelle)

Si l’option est exercée, l’entrepreneur doit livrer jusqu’à dix (10) machines d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires tels que, mais sans s’y limiter, les manuels d’exploitation et d’entretien, rapport d’évaluation environnementale de l’équipement, certifications, plan d’essai, rapport d’essai, liste de vérification plastifiée, plan de formation, vidéo de formation, liste des pièces de rechange et des articles consommables à changer à court terme, liste des pièces de rechange et des articles consommables recommandés à changer à long terme, données techniques pour le catalogage, liste des éléments à long délai de livraison, les lettres de garantie, excluant le cours de formation des formateurs, en conformité avec l’annexe B - l’annexe B – Énoncé des travaux pour machine d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat ci-jointe, datée du 24 août 2015.

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, à l’établissement canadien de l’entrepreneur ou au point de distribution canadien de l’entrepreneur tel que décrit à la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Manufacturier: (à être inséré par TPSGC) Modèle: (à être inséré par TPSGC)

Article 003 - Coût de transport (quantités optionnelles)

Si une option est exercée en conformité avec l’article 002 ci-dessus, l’entrepreneur doit livrer le véhicule/équipement à la destination comme suit:

Quantité: (à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

La (les) machine(s) d’insertion et d’enlèvement de dispositifs de roulage à plat et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

(à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

Prix négociés de \$(à être négocié si une option est exercée) par véhicule/équipement, pour les coûts de transport, rendu droit acquittés à destination (DDP) (... lieu de destination convenu), en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 3.

(L'article 003 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Article 004 – Cours de formation des utilisateurs (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir jusqu'à quatre (4) cours de formation des utilisateurs, en conformité avec l'Annexe B - Énoncé des travaux pour machine d'insertion et d'enlèvement de dispositifs de roulage à plat ci-jointe, datée du 24 août 2015.

Prix unitaire ferme _____ \$ par cours de formation des utilisateurs en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Article 005 - Frais de déplacement et de substances – Directive sur les voyages du Conseil national mixte pour les cours de formation des utilisateurs (Option)

L'entrepreneur doit fournir les cours de formation des utilisateurs à:

(à être inséré par TPSGC si l'option est exercée)

Coût estimatif: \$(à être inséré par TPSGC si une option est exercée) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 4.

(L'article 005 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Article 006 - Prolongation de la période de garantie

Si la période de garantie est prolongée pour une période additionnelle de _____ mois/jours civils, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et les taxes applicables sont en sus.

(L'article 006 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

ÉNONCÉ DES TRAVAUX
POUR
MACHINE D'INSERTION ET D'ENLÈVEMENT
DE DISPOSITIFS DE ROULAGE À PLAT

TABLE DES MATIÈRES

1.0 PORTÉE	3
1.1 OBJET	3
1.2 CONTEXTE	3
1.3 UTILISATION PRÉVUE	3
1.4 ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....	3
2.0 DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
2.1 APPLICABILITÉ	4
2.2 ORDRE DE PRÉSÉANCE.....	4
2.3 NORMES ET SPÉCIFICATIONS.....	4
3.0 EXIGENCES	5
3.1 GÉNÉRALITÉS	5
3.2 EXIGENCES EN MATIÈRE DE RENDEMENT	5
3.3 SYSTÈME MÉCANIQUE	6
3.4 SYSTÈME HYDRAULIQUE	8
3.5 SYSTÈME ÉLECTRIQUE.....	10
3.6 MATÉRIAUX ET PIÈCES.....	11
3.7 PROTECTION CONTRE LA CORROSION	11
3.8 INGÉNIERIE DE SPÉCIALITÉ	11
3.9 SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (SSTPE)	13
3.10 IDENTIFICATION ET MARQUAGE	13
3.11 HOMOLOGATIONS	14
3.12 SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ (SLI).....	14
3.13 PREMIER ARTICLE.....	21
3.14 GESTION DE PROJET	23
4.0 PRODUITS À LIVRER DANS LE CADRE DU CONTRAT	25
4.1 GÉNÉRALITÉS.....	25
4.2 LISTE DES PRODUITS À LIVRER	25

Annexe 1 – Évaluation environnementale de l'équipement

1.0 PORTÉE

1.1 OBJET

- 1.1.1 L'objectif du présent énoncé des travaux (EDT) est de définir les exigences liées à la machine d'insertion et d'enlèvement de dispositif de roulage à plat qui doit être fournie pour aider aux opérations des Forces armées canadiennes (FAC). L'EDT présente aussi les exigences relatives à la documentation, à la formation, aux activités et aux aspects autres, qui doivent être satisfaites et réalisées dans le cadre du contrat.

1.2 Contexte

- 1.2.1 Les FAC nécessitent une nouvelle machine d'insertion et d'enlèvement de dispositif de roulage à plat (MIEDRP) fonctionnant efficacement. L'objectif principal est d'assurer la capacité de première et deuxième ligne de réparer les pneus à affaissement limité utilisés par les FAC.
- 1.2.2 Les MIEDRP seront installées dans des installations fixes dans les bases des FAC à la grandeur du pays et dans des systèmes conteneurisés mobiles conçus spécialement à cet effet.

1.3 Utilisation prévue

- 1.3.1 Les MIEDRP seront utilisées pour installer et enlever des dispositifs de roulage à plat dans la cavité de pneus installés sur des jantes d'une taille variant de 16 à 20 po de diamètre.

1.4 Acronymes et abréviations

FAC	Forces armées canadiennes
LCPE	Loi canadienne sur la protection de l'environnement
BFC	Base des Forces canadiennes
DAFC	Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes
PDSM	Produit commerciale disponible sur le marché
CSA	Association canadienne de normalisation
MDN	Ministère de la Défense nationale
EEE	Évaluation environnementale de l'équipement
SSTPE	Santé et sécurité au travail et protection de l'environnement
EPA	Essai de premier article
PEPA	Plan d'essai de premier article
Hz	Hertz

SLI	Soutien logistique intégré
LELDL	Liste des éléments à long délai de livraison
MS	Produit militaire disponible sur le marché
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
NCAGE	Code OTAN d'organisme commercial ou gouvernemental
NNO	Numéro de nomenclature OTAN
E et E	Exploitation et entretien
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
RA	Responsable de l'approvisionnement
PDF	Portable Document Format (format Acrobat d'Adobe)
GP	Gestionnaire de projet
REAT	Réunion d'examen de l'avancement des travaux
lb/po2	Livres par pouce carré
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
HR	Humidité relative
MIEDRP	Machine d'insertion et d'enlèvement de dispositif de roulage à plat
EDT	Énoncé des travaux
RT	Responsable technique
V c.a.	Volt en courant alternatif

2.0 DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Applicabilité

- 2.1.1 Les documents suivants font partie intégrante du présent EDT selon les modalités indiquées ci-dessous.

2.2 Ordre de préséance

- 2.2.1 En cas de conflit entre le contenu du présent EDT et les documents cités en référence, le contenu du présent EDT a préséance.
- 2.2.2 Toutefois, rien dans le présent document n'a préséance sur les lois et règlements en vigueur, à moins qu'une dérogation particulière n'ait été accordée.

2.3 Normes et spécifications

- 2.3.1 Disponible au public

NUMÉRO D'IDENTIFICATION	TITRE DU DOCUMENT
CSA C22.2	Code canadien de l'électricité, Partie II – Exigences générales
DORS/2014-254	Règlement sur les produits contenant du mercure d'Environnement Canada

2.3.2 Fournis par le MDN

NUMÉRO D'IDENTIFICATION	TITRE DU DOCUMENT
C-01-000-100/AG-006	Norme – Rédaction, mise en page et production de publications techniques
D-01-100-203/SF-000	Spécification – Rédaction des instructions d'exploitation
D-01-100-204/SF-000	Spécification – Rédaction des instructions d'entretien préventif

3.0 EXIGENCES

3.1 Généralités

- 3.1.1 La conception et la construction de la MIEDRP visera entièrement à l'insertion et à l'enlèvement du dispositif de roulage à plat directement la cavité des pneus.
- 3.1.2 La MIEDRP doit être stationnaire et être mécanique. Elle doit être en mesure d'installer et d'enlever des dispositifs de roulage à plat sur des pneus militaires.
- 3.1.3 Les MIEDRP doivent utiliser des vérins hydrauliques pour compresser et pousser le dispositif de roulage à plat afin qu'il prenne la taille et la forme idéale pour l'insérer dans la cavité des pneus et l'en extraire.
- 3.1.4 Les MIEDRP doit être un produit commerciale disponibles sur le marché (PDSM) ou un produit militaire disponible sur le marché (MS).
- 3.1.5 Les MIEDRP doivent être utilisés par l'OTAN.

3.2 Exigences en matière de rendement

3.2.1 Capacité

- 3.2.1.1 Les MIEDRP doivent être en mesure d'installer et d'enlever les dispositifs de roulage à plat fabriqués par Hutchinson Industries Inc. pour les pneus suivants:

Numéro de pièce du dispositif de roulage à plat	Pneu
VF-0015	16.00 R20
VF-0018	395/85 R20
VF-0019	12.00 R20
VF-0025	325/85 R16
VF-0026	14.00 R20
VF-0086	14.00 R20
VF-0223	16.00 R20

3.2.1.2 La MIEDRP doit être en mesure d'effectuer toutes les opérations mentionnées dans la présente de manière à ce qu'un (1) seul opérateur puisse effectuer les tâches de manière sécuritaire, dans le délai imparti, sans l'aide d'autres appareils autre que la MIEDRP.

3.2.1.3 La MIEDRP doit pouvoir enlever et insérer un dispositif de roulage à plat dans chacun des pneus indiqué dans la présente en au plus 30 minutes.

3.2.1.3.1 La période de 30 minutes en question commence lorsqu'un pneu muni d'un dispositif de roulage à plat se trouve par terre à côté de la MIEDRP.

3.2.1.3.2 La période de 30 minutes se termine lorsque le pneu est muni d'un nouveau dispositif de roulage à plat et que la jante, prête à être installée, repose à côté de la MIEDRP (cette période de temps ne comprend pas le temps nécessaire pour lubrifier la MIEDRP ou le pneu).

3.2.1.4 La MIEDRP ne doit pas utiliser de courroies, de câbles, ni d'autres dispositifs similaires pour retenir le dispositif de roulage à plat comprimé pour l'insérer ou l'enlever de la cavité du pneu.

3.3 Système mécanique

3.3.1 Le châssis de la MIEDRP doit être composé d'un cadre métallique soudé très robuste de type industriel, qui est traité, muni d'une couche d'apprêt et recouvert d'une peinture de type commerciale qui résiste à la corrosion.

- 3.3.2 La MIEDRP doit être munie de mâchoires à compression qui peuvent être utilisées pour tous les dispositifs de roulage à plat énoncés dans la section 3.2.1.1.
- 3.3.3 L'extrémité des mâchoires à compression de la MIEDRP doit être conçue pour retenir le pneu lors de l'extraction et de l'insertion des dispositifs de roulage à plat.
- 3.3.4 La MIEDRP doit comprendre des tiges de poussée et des tiges d'extraction dont la fonction est de pousser et de tirer les dispositifs de roulage à plat pour les insérer ou les extraire de la cavité de pneu.
 - 3.3.4.1 Les tiges de poussée et les tiges d'extraction, ainsi que les mâchoires à compression de la MIEDRP doivent fonctionner à l'aide de systèmes hydrauliques.
- 3.3.5 Les mâchoires à compression de la MIEDRP doivent utiliser des axes de guidage, afin de s'assurer qu'elles effectuent le mouvement correctement.
- 3.3.6 La MIEDRP doit comprendre une grue.
 - 3.3.6.1 La grue doit être installée sur un point de pivot qui se trouve sur le châssis de la MIEDRP et être positionnée de manière à ce qu'elle puisse transporter le pneu jusqu'à l'extrémité des mâchoires à compression et qu'elle puisse le déposer au sol.
 - 3.3.6.2 La grue doit pouvoir soulever de manière sécuritaire tous les dispositifs de roulage à plat énoncés à la section 3.2.1.1 et les pneus qui leur correspondent.
 - 3.3.6.3 Le levier horizontal de la grue doit pouvoir être verrouillé dans au moins trois (3) positions fixes.
 - 3.3.6.4 La grue doit être munie d'un treuil électrique qui est en mesure de lever et retenir tous les pneus énoncés à la section 3.2.1.1 et les dispositifs de roulage à plat qui leur correspondent.
 - 3.3.6.4.1 Le treuil doit être muni d'une télécommande.
 - 3.3.6.4.2 Le treuil doit être muni d'un câble métallique.
 - 3.3.6.4.3 L'extrémité du câble doit être munie d'un crochet permettant l'installation d'accessoires, comme un crochet à pneu, des plaques de déviation ou une tige d'extraction.
 - 3.3.6.4.4 Le treuil doit être muni d'un levier rotatif manuel auxiliaire.

- 3.3.7 La MIEDRP doit être fournie avec au moins deux (2) plaques de déviation afin de dévier les dispositifs de roulage à plat vers la cavité du pneu.
 - 3.3.7.1 Les plaques de déflexion doivent être faites d'un matériau léger approuvé par le RT.
 - 3.3.7.2 Chaque plaque de déflexion doit être munie d'une poignée.
- 3.3.8 La MIEDRP doit être munie d'un crochet à pneu pour tenir le pneu à l'aide du treuil.
- 3.3.9 La MIEDRP doit être munie d'une élingue pour extraire le dispositif de roulage à plat de la cavité du pneu.
 - 3.3.9.1 L'élingue doit posséder des anneaux en D afin qu'il soit possible de la raccorder à la tige d'extraction.
- 3.3.10 La MIEDRP doit être munie de tous les dispositifs et accessoires nécessaires à l'enlèvement complet et à l'insertion de dispositifs de roulage à plat.
- 3.3.11 La MIEDRP doit présenter des éléments, comme des points d'ancrage, qui permettent de la fixer aux systèmes conteneurisés mobiles.
- 3.3.12 La MIEDRP doit être munie d'un porte-document solide qui est de taille adéquate pour protéger le manuel d'E et E de la saleté, de l'huile, de la graisse et des autres contaminants.
 - 3.3.12.1 Le porte-document doit être muni d'un couvercle.
- 3.4 Système hydraulique
 - 3.4.1 La MIEDRP doit être munie d'un système hydraulique qui contient l'ensemble des tuyaux sous pression, des raccords et des dispositifs nécessaires et adéquats pour faire fonctionner le système.
 - 3.4.2 Le système hydraulique doit contenir des mécanismes de filtration du fluide hydraulique, comme des filtres d'aspiration et de retour, qui peuvent être remplacés sans qu'il soit nécessaire d'enlever des accessoires ou des pièces pour le faire.
 - 3.4.3 La MIEDRP doit être munie d'une pompe hydraulique électrique qui produit les pressions et les volumes nécessaires pour assurer le fonctionnement efficace de la machine.

- 3.4.4 La MIEDRP doit comprendre trois (3) vérins hydrauliques possédant suffisamment de force et se déplaçant suffisamment dans les deux directions pour accomplir les tâches pour lesquelles ils sont conçus.
 - 3.4.4.1 Deux (2) vérins doivent être utilisés pour tenir et comprimer, dans une forme ovale de taille suffisante pour les insérer dans la cavité de pneu, tous les dispositifs de roulage à plat.
 - 3.4.4.2 Un (1) vérin doit être utilisé pour pousser ou tirer les dispositifs de roulage à plat afin de les insérer ou les extraire de la cavité de pneu.
- 3.4.5 La MIEDRP doit présenter un ensemble de trois (3) leviers indépendants, manipulés par l'opérateur, de commande du système hydraulique.
 - 3.4.5.1 Les leviers du système hydraulique doivent se situer côte à côte dans un seul dispositif qui doit se trouver à portée de main de l'opérateur à partir d'une position particulière.
 - 3.4.5.2 Le dispositif présentant les leviers du système hydraulique doit se trouver sur un bras pivotant afin de permettre de le déplacer autour d'un point de pivot.
 - 3.4.5.3 Les leviers doivent permettre de commander de façon précise, dans les deux directions, les trois (3) vérins hydrauliques de la MIEDRP.
 - 3.4.5.4 Chaque levier doit revenir à la position neutre lorsqu'il est relâché et cela doit arrêter tout mouvement qui est effectué par le vérin.
 - 3.4.5.5 Les leviers doivent être munis d'un dispositif de sécurité afin d'éviter qu'ils soient actionnés accidentellement.
 - 3.4.5.6 La fonction de chaque levier doit être identifiée clairement à l'aide d'une étiquette résistant à l'usure.
- 3.4.6 La MIEDRP doit être munie d'un indicateur de pression hydraulique.
 - 3.4.6.1 La valeur maximale de l'indicateur de pression ne doit pas excéder de plus de cent pour cent (100%) la valeur maximale de la pression de fonctionnement du système.
 - 3.4.6.2 Le diamètre de la face de l'indicateur ne doit pas être inférieur à cinq (5) centimètres.
 - 3.4.6.3 L'indicateur de pression doit indiquer la pression tant en po/lb^2 qu'en bar.
- 3.4.7 La MIEDRP doit être pourvue d'une soupape de surpression.

3.4.8 La MIEDRP doit être pourvue d'un réservoir de fluide hydraulique autonome qui est suffisant pour toutes les opérations hydrauliques.

3.4.8.1 Il doit être possible de remplir le réservoir de fluide hydraulique.

3.4.8.2 Le réservoir doit être muni d'un reniflard.

3.4.8.3 Le réservoir doit être muni d'un réchauffeur d'huile électrique à commande thermostatique.

3.4.8.4 Le réservoir doit être muni d'un bouchon de vidange, placé de façon à permettre de vider entièrement le réservoir de l'huile qu'il renferme.

3.4.8.5 Il doit être possible de déterminer facilement le niveau de fluide hydraulique contenu dans le réservoir.

3.4.8.6 Il doit être possible d'accéder aux composants du réservoir sans devoir enlever ou déplacer des accessoires ou des pièces.

3.5 Système électrique

3.5.1 La MIEDRP doit être conçue pour fonctionner avec une alimentation électrique neutre selon les exigences suivantes : 120/208 V, triphasé, 60 Hz, 4 fils.

3.5.2 La MIEDRP doit être pourvue d'un panneau électrique et de coupe-circuits.

3.5.3 La MIEDRP doit être munie d'un commutateur principal marche/arrêt.

3.5.4 La MIEDRP doit être pourvue d'un bouton d'arrêt d'urgence qui, lorsqu'il est appuyé, arrête l'alimentation électrique de la machine et prévient tout mouvement des composants hydrauliques.

3.5.4.1 Le bouton d'arrêt d'urgence doit se trouver à portée de main de l'opérateur, à côté des leviers du système hydraulique.

3.5.5 La MIEDRP doit être pourvue d'un moteur électrique pour la pompe hydraulique.

3.5.5.1 Le moteur doit être triphasé.

3.5.5.2 Le moteur doit présenter une puissance suffisamment élevée pour générer les pressions hydrauliques requises.

3.5.5.3 Le moteur doit être pourvu d'une protection contre les surcharges.

3.5.6 La MIEDRP doit être pourvue de tout le câblage nécessaire pour l'alimentation électrique du treuil.

3.5.7 Le système électrique de la MIEDRP doit être homologué de manière conforme à la norme CSA C22.1, Code canadien de l'électricité.

3.6 Matériaux et pièces

3.6.1 Les matériaux utilisés dans la fabrication de la MIEDRP doivent être de qualité industrielle et doivent être conformes aux bonnes pratiques commerciales en usage.

3.6.2 L'ensemble de la surface de la MIEDRP doit être exempt de bavures.

3.6.3 Le métal utilisé doit être exempt de courbures prononcées.

3.6.4 Les métaux de nature différente ne doivent pas être en contact les uns avec les autres dans la MIEDRP.

3.7 Protection contre la corrosion

3.7.1 La MIEDRP doit être faite de matériaux résistants à la corrosion et à la détérioration causées par les agents corrosifs ou protégés à vie contre une telle corrosion ou détérioration.

3.7.2 La MIEDRP doit être traitée afin d'assurer la protection contre la corrosion et la détérioration prévue lors du stockage et de l'utilisation dans un lieu fixe et mobile.

3.7.3 Tous les dispositifs de fixation doivent être fabriqués à partir de matériaux résistants à la corrosion ou être soumis à un traitement leur permettant de résister à la corrosion.

3.8 Ingénierie de spécialité

3.8.1 Facilité d'entretien

3.8.1.1 La MIEDRP doit être conçue pour nécessiter peu ou pas d'entretien.

3.8.1.2 Il est essentiel que les pièces soient accessibles, faciles d'entretien et aisément remplaçables.

3.8.1.3 Il doit être facile d'accéder aux éléments principaux de la MIEDRP et à ses accessoires installés afin de les réparer et les remplacer, sans qu'il soit nécessaire d'enlever d'autres éléments principaux ou accessoires installés qui ne sont pas normalement enlevés.

3.8.2 Transportabilité

3.8.2.1 Les composants internes et externes de la MIEDRP ne doivent subir aucun dommage lorsque la machine est transportée dans des conditions difficiles qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, les surfaces rocheuses, les champs labourés, le sable, la boue, les terrains inondés, ainsi que les autoroutes et routes secondaires enneigées ou glacées, lorsqu'elle est rangée et emballée de manière conforme aux instructions du fabricant d'équipement d'origine (FEO).

3.8.2.2 Il doit être possible de lever la MIEDRP à l'aide d'un chariot élévateur.

3.8.3 Conditions d'utilisation

3.8.3.1 La MIEDRP doit fonctionner sans défaillance à une température ambiante allant de 0 °C à 44 °C.

3.8.4 Température d'entreposage

3.8.4.1 Il doit être possible de stocker la MIEDRP à l'extérieur dans un conteneur de stockage, sans que celle-ci subisse de détérioration, à des températures variant entre -46 °C et 49 °C.

3.8.5 Humidité

3.8.5.1 La MIEDRP doit demeurer utilisable et son rendement ne doit pas diminuer pendant et après une exposition à un milieu chaud et humide où l'HR peut atteindre 95 %.

3.8.6 Vibrations

3.8.6.1 La MIEDRP ne doit subir aucun dommage et son rendement ne doit pas diminuer après avoir subi des vibrations lors de son transport, lorsqu'elle est installée dans un système conteneurisé mobile.

3.8.7 Choc

3.8.7.1 La MIEDRP ne doit subir aucun dommage et son rendement ne doit pas diminuer après avoir subi un choc d'impact durant son transport et après avoir subi un essai de chute du conteneur à quatre (4) pouces du sol lorsqu'elle est installée et utilisée dans un système conteneurisé mobile.

3.8.8 Inclinaison

3.8.8.1 La MIEDRP ne doit subir aucun dommage et son rendement ne doit pas diminuer après qu'elle ait été inclinée de quarante-

cinq (45) degrés dans n'importe quelle direction lorsqu'elle est installée et utilisée dans un système conteneurisé mobile.

3.9 Santé et sécurité au travail et protection de l'environnement (SSTPE)

- 3.9.1 L'entrepreneur et les sous-traitants doivent respecter la réglementation applicable liée à la SSTPE.
- 3.9.2 Les MIEDRP ne doivent contenir aucun biphényle polychloré (BPC).
- 3.9.3 L'entrepreneur doit éviter d'utiliser de l'amiante dans les appareils, lorsque cela est faisable, et il doit respecter les exigences des organismes de réglementation par rapport à l'utilisation de l'amiante.
- 3.9.4 Les MIEDRP doivent respecter le *Règlement sur les produits contenant du mercure*.
- 3.9.5 L'entrepreneur doit s'assurer que tous les produits à livrer du contrat ont fait l'objet d'une évaluation des risques liés à la SSTPE et que les avertissements et instructions nécessaires pour atténuer ces risques sont fournis.
- 3.9.6 Il incombe à l'entrepreneur de changer tous les produits qui sont utilisés dans la prestation des biens et services qui ne respectent pas la réglementation applicable et d'en assumer les coûts.
- 3.9.7 L'entrepreneur doit préparer et présenter un rapport d'évaluation environnementale de l'équipement (EEE) conformément à l'annexe 1, pour examen et approbation par le RT, et ce, lors de la présentation du rapport d'essai du premier article ou avant celle-ci.
 - 3.9.7.1 L'EEE doit détailler l'incidence environnementale de la MIEDRP et de tous ses sous-composants pour toutes les phases de son cycle de vie, y compris les essais et évaluations avant la production, l'exploitation et l'entretien, la démilitarisation du matériel et son élimination.
 - 3.9.7.2 Le RT étudiera le rapport d'EEE et enverra, dans les dix (10) jours suivant la réception de celui-ci, ses commentaires à l'entrepreneur pour qu'il les étudie et les incorpore au rapport.
- 3.9.8 La MIEDRP doit être pourvue d'étiquettes, de marques et de panneaux appropriés d'avertissement et de mise en garde, en anglais et en français, pour les risques particuliers présentés par la machine, tels que tension et risques physiques.

3.10 Identification et marquage

- 3.10.1 La MIEDRP doit être munie d'une plaque signalétique.
- 3.10.2 Au minimum, les renseignements suivants doivent se trouver sur la plaque signalétique :
 - a) Nom du fabricant.
 - b) Modèle.
 - c) Numéro de pièce.
 - d) Date de fabrication.
 - e) Numéro de série.
 - f) Alimentation électrique (tension, intensité, phase et fréquence).
 - g) Numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO).
- 3.11 Homologations
 - 3.11.1 L'étiquette d'homologation des composants électriques doit être visible sur le panneau électrique de la MIEDRP.
 - 3.11.2 Des copies des documents d'homologation doivent être envoyées au RT.
- 3.12 Soutien logistique intégré (SLI)
 - 3.12.1 Manuel d'exploitation et d'entretien (E et E)
 - 3.12.1.1 L'entrepreneur doit fournir un manuel d'exploitation et d'entretien (E et E) avec chaque MIEDRP.
 - 3.12.1.2 Les MIEDRP ne doivent pas être livrés sans la version définitive et approuvée du manuel d'E et E.
 - 3.12.1.3 La rédaction du manuel d'E et E doit se faire selon le format du MDN, conformément au document C-01-100-100/AG-006, Norme – Rédaction, mise en page et production de publications techniques.
 - 3.12.1.4 Le manuel d'E et E doit incorporer les procédures décrites dans les normes suivantes :
 - 3.12.1.4.1 D-01-100-203/SF-000, Norme – Rédaction des notices de fonctionnement.
 - 3.12.1.4.2 D-01-100-204/SF-000, Norme – Rédaction des notices d'entretien préventif.
 - 3.12.1.5 Le manuel d'E et E doit être un document unique dans lequel se trouvent la version anglaise et la version française du manuel.

3.12.1.6 Au minimum, le manuel d'E et E doit comprendre les renseignements suivants :

- a. Les instructions de déballage et d'installation.
- b. Les instructions et avertissements liés à la sécurité.
- c. Les procédures de montage.
- d. Les procédures d'exploitation.
- e. Les instructions détaillées d'insertion, d'enlèvement et d'installation de dispositifs de roulage à plat, comprenant des illustrations et des photographies en couleur.
- f. La liste de tous les composants qui doivent être lubrifiés et des lubrifiants recommandés.
- g. Les tableaux de dépannage et de diagnostic.
- h. Les instructions d'entretien de base.
- i. Le tableau des tâches de nettoyage, d'inspection et de lubrification, ainsi que la fréquence à laquelle on recommande d'effectuer ces tâches.
- j. Une vue éclatée de la MIEDRP et de ses composants, ainsi que des pièces pouvant être réparées par l'utilisateur et le numéro de pièce de celles-ci.
- k. La liste illustrée des pièces et leur numéro de référence.
- l. Les caractéristiques de la MIEDRP et de ses composants.
- m. La liste des composants ou accessoires non fixés.
- n. Les schémas électriques.
- o. Le schéma hydraulique.
- p. Le tableau des dispositifs de roulage à plat et des types et de la quantité de lubrifiant recommandé par pneu.
- q. Les manuels des FEO des composants, y compris, sans toutefois s'y limiter, le moteur électrique, la pompe et les leviers de commande du système hydraulique, le treuil et les composants mécaniques, hydrauliques et électriques.
- r. Les coordonnées des FEO.
- s. Une liste de vérification plastifiée.

3.12.1.7 Les instructions d'entretien doivent comprendre les instructions d'entretien préventif, la procédure de dépannage et les instructions d'entretien correctif limité.

- 3.12.1.8 L'ébauche du manuel d'E et E (en document PDF interrogeable) doit être soumis au RT pour examen dans les quinze (15) jours ouvrables suivant l'acceptation du premier article.
 - 3.12.1.9 L'entrepreneur devra incorporer les commentaires du MDN dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de ceux-ci.
 - 3.12.1.10 La version définitive du manuel d'E et E (copie papier et copie électronique en format PDF interrogeable) doit être livrée au RT dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.
 - 3.12.1.11 Un (1) exemplaire final du manuel d'E et E (en format papier) doit être fourni avec chaque MIEDRP.
 - 3.12.1.12 L'entrepreneur doit autoriser le MDN à reproduire et à distribuer le manuel d'E et E au sein du ministère.
- 3.12.2 Liste de vérification plastifiée
- 3.12.2.1 L'entrepreneur doit fournir une liste de vérification de type à pictogramme plastifiée pour chaque MIEDRP. Cette liste doit renfermer au minimum les renseignements suivants :
 - a. La méthode pour insérer un dispositif de roulage à plat.
 - b. La méthode pour enlever un dispositif de roulage à plat.
 - c. Les endroits où appliquer du lubrifiant sur la machine.
 - d. Les endroits où appliquer du lubrifiant dans le pneu.
 - e. Les endroits où appliquer du lubrifiant durant l'insertion et l'enlèvement d'un dispositif de roulement à plat.
 - f. Les tableaux des pneus et des dispositifs de roulage à plat, y compris les pièces, le type de lubrifiant, la quantité de lubrifiant à utiliser et autres informations pertinentes.
- 3.12.3 Formation
- 3.12.3.1 Cours de formation
 - 3.12.3.1.1 L'entrepreneur doit fournir les deux (2) types de formation suivants:
 - 1) Cours de formation des formateurs.
 - 2) Cours de formation des utilisateurs.
 - 3.12.3.2 Cours de formation des formateurs

- 3.12.3.2.1 L'entrepreneur doit fournir un cours complet de « formation des formateurs » pour un maximum de quinze (15) employés du MDN, à la BFC Borden, en Ontario.
- 3.12.3.2.2 Le cours de formation doit être offert en anglais.
- 3.12.3.2.3 Tout le matériel écrit devra être fourni à la fois en anglais et en français.
- 3.12.3.2.4 Les coûts liés au transport et à l'hébergement du personnel du MDN qui participeront au cours seront à la charge du MDN.
- 3.12.3.2.5 Le matériel d'instruction, la documentation et les fournitures pour le cours doivent être envoyés au RT pour examen et approbation au moins 30 jours avant le début du cours de formation.
 - 3.12.3.2.5.1 Le MDN étudiera ces éléments et enverra ses commentaires à l'entrepreneur dans les dix (10) jours ouvrables suivant leur réception.
 - 3.12.3.2.5.2 L'entrepreneur doit incorporer, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant leur réception, les commentaires du RT dans sa documentation.
- 3.12.3.2.6 L'entrepreneur doit fournir à chaque participant une copie papier du cours dans un cartable et une (1) copie électronique du cours sur CD-ROM, qui doivent inclure tous les documents de cours, dont les suivants :
 - a. Notes à l'intention de l'instructeur.
 - b. Plan de leçon.
 - c. Diapositives sous forme de présentation PowerPoint.
 - d. Guide du stagiaire.
 - e. Matériel de formation.
- 3.12.3.2.7 Le cours de formation doit comprendre l'utilisation d'une MIEDRP approuvée.
- 3.12.3.3 Cours de formation des utilisateurs
 - 3.12.3.3.1 À titre d'option, il se peut que l'entrepreneur soit tenu de donner un « cours de formation des utilisateurs » aux emplacements suivants des FAC :
 - i. BFC Edmonton.
 - ii. BFC Petawawa.

- iii. BFC Valcartier.
- iv. BFC Gagetown.

3.12.3.3.2 Le cours de formation des utilisateurs doit être composé d'instructions et de démonstrations sur l'utilisation d'une vraie MIEDRP.

3.12.3.3.3 Lors du cours de formation des utilisateurs, il est nécessaire de remettre un manuel d'E et E de la MIEDRP à chaque participant, pour un maximum de quinze (15) employés des FAC.

3.12.3.3.4 Les cours de formation des utilisateurs aux BFC Edmonton, Petawawa et Gagetown doivent être donnés en anglais.

3.12.3.3.5 Le cours de formation des utilisateurs à la BFC Valcartier doit être donné en français.

3.12.3.4 Plan de formation

3.12.3.4.1 L'entrepreneur doit fournir un plan de formation, qui doit être approuvé par le RT, avant que les cours ne soient donnés.

3.12.3.4.1.1 Un plan de formation préliminaire doit être remis au RT dans les trente (30) jours ouvrables suivant l'acceptation du rapport d'EPA de la MIEDRP.

3.12.3.4.1.2 Le MDN étudiera le plan de formation préliminaire et enverra ses commentaires à l'entrepreneur dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de celui-ci.

3.12.3.4.1.3 Le plan de formation final doit être livré au RT dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.

3.12.3.4.2 Le plan de formation doit comprendre les éléments suivants :

- i. la durée du cours, qui ne doit pas dépasser deux (2) jours ouvrables;
- ii. un aperçu du contenu du cours (points d'enseignement et temps prévu pour chacun), qui permettra à chaque participant d'atteindre le niveau de compétence requis pour former d'autres employés;
- iii. les besoins relatifs à la salle de classe, ainsi qu'aux autres installations et au matériel de formation.

3.12.3.4.3 Le plan de formation est fourni dans le format choisi par l'entrepreneur.

3.12.3.5 Vidéo de formation

3.12.3.5.1 L'entrepreneur doit fournir une vidéo de formation.

3.12.3.5.2 La vidéo doit être en anglais et en français.

3.12.3.5.2.1 La vidéo doit être dans un format bilingue, qui permet aux utilisateurs de faire passer la langue d'anglais à français et vice versa.

3.12.3.5.3 La vidéo doit être en format MPEG-4.

3.12.3.5.4 La vidéo doit être fournie sur un seul DVD ou sur un équivalent approuvé par le RT.

3.12.3.5.5 La vidéo doit, au minimum, définir, décrire et illustrer les éléments suivants :

- a. les mesures de sécurité;
- b. les vêtements de protection et les lunettes de sécurité adéquats;
- c. la procédure d'inspection et de mise en marche de la MIEDRP;
- d. les principes de fonctionnement;
- e. la procédure d'utilisation des commandes hydrauliques;
- f. la procédure d'utilisation de la grue et du treuil pour mettre les pneus, les dispositifs de roulage à plat et les autres composants en bonne position et pour les en sortir;
- g. la procédure d'insertion des dispositifs de roulage à plat dans la cavité de pneu;
- h. la procédure d'enlèvement des dispositifs de roulage à plat à partir de la cavité de pneu;
- i. la procédure de lubrification des dispositifs de roulage à plat et de la MIEDRP, ainsi que les endroits où du lubrifiant devrait être appliqué sur ceux-ci, afin d'assurer un fonctionnement adéquat et sécuritaire de la machine;
- j. la méthode de mise hors tension;
- k. l'entretien et les vérifications de routine.

- 3.12.3.5.6 L'entrepreneur doit présenter une ébauche de la vidéo au RT pour examen au plus trente (30) jours après l'acceptation du premier article.
- 3.12.3.5.7 Le MDN étudiera la vidéo et enverra ses commentaires à l'entrepreneur dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de la vidéo.
- 3.12.3.5.8 L'entrepreneur doit incorporer les changements demandés par le RT à la vidéo dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.
- 3.12.3.5.9 La vidéo ne sera considérée comme acceptée qu'après avoir reçu l'approbation écrite du RT.
- 3.12.3.5.10 L'entrepreneur donnera au MDN le droit de copier et de distribuer la vidéo pour utilisation au sein du ministère.

3.12.4 Pièces de rechange

3.12.4.1 Liste des pièces de rechange et articles consommables recommandés

- 3.12.4.1.1 L'entrepreneur doit dresser une liste détaillant les pièces de rechange et les articles consommables à changer à court terme qui sont recommandés pour la MIEDRP. Court terme est défini comme les six (6) premiers mois d'exploitation.

- 3.12.4.1.1.1 L'entrepreneur doit présenter une liste préliminaire qui comprend le nom des pièces, la quantité de chaque pièce et le prix de celles-ci et il doit l'inclure dans sa soumission.

- 3.12.4.1.2 L'entrepreneur doit dresser une liste détaillant les pièces de rechange et les articles consommables à changer à long terme qui sont recommandés pour la MIEDRP. Long terme est défini comme étant supérieur aux six (6) premiers mois d'exploitation.

- 3.12.4.1.2.1 L'entrepreneur doit présenter une liste préliminaire qui comprend le nom des pièces, la quantité de chaque pièce et le prix de celles-ci et il doit l'inclure dans sa soumission.

3.12.4.2 Lubrifiants et filtres à court terme

- 3.12.4.2.1 L'entrepreneur doit remettre avec chaque MIEDRP quelconque filtres à huile, graisses et lubrifiants requis pour les premiers six (6) mois d'exploitation.

3.12.4.3 Données techniques pour le catalogage

- 3.12.4.3.1 L'entrepreneur doit fournir suffisamment de données techniques sur chaque pièce de la MIEDRP, avant et après l'acceptation du premier article, pour permettre au MDN d'effectuer la codification et le catalogage des pièces de rechange.
- 3.12.4.3.2 L'entrepreneur doit tenir une conférence provisionnelle avec le MDN, à laquelle le RT et le responsable des achats (RA) doivent assister, afin de discuter des pièces de rechange recommandées à changer à court et à long terme, des autres pièces possibles aux installations de l'entrepreneur.
- 3.12.4.3.3 Les données techniques fournies doivent comprendre au minimum, pour chaque pièce retenue, les renseignements suivants en totalité ou en partie:
 - a) Nom de l'article.
 - b) Nom du fabricant (et non du revendeur).
 - c) Numéro de référence du fabricant.
 - d) Code NCAGE.
 - e) Numéro de pièce du FEO.
 - f) Quantité par assemblage.
 - g) Prix unitaire normalisé.
 - h) Unité de distribution.
 - i) Délai préalable d'approvisionnement.
 - j) Durée de conservation.
 - k) Quantité recommandée pour l'achat.
 - l) Illustrations.
 - m) Dessins techniques de base.

3.12.4.4 Liste d'articles à long délai de livraison (LALDL).

- 3.12.4.4.1 L'entrepreneur doit indiquer tous les composants de la MIEDRP qui ont un délai d'approvisionnement de trois (3) mois et plus (depuis la commande jusqu'à la livraison).

3.13 Premier article

- 3.13.1 L'entrepreneur doit fournir un (1) premier article à l'installation de l'entrepreneur, afin que le RT et autres employés du MDN vérifient que la MIEDRP respecte les exigences du présent EDT.

3.13.2 Le premier article doit être un MIEDRP conforme au présent EDT.

- 3.13.2.1 Le premier article doit être fabriqué au moyen des procédures, des processus, des matériaux et des installations établis pour la fabrication d'un article de production complet .

3.13.3 Plan d'essai de premier article (PEPA)

- 3.13.3.1 L'entrepreneur doit présenter, dans les deux (2) semaines suivant la réunion de revue de produit, un exemplaire du PEPA proposé au RT qui doit l'approuver avant que les essais ne puissent commencer.
- 3.13.3.2 Le MDN enverra, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception du plan, tout commentaire sur le PEPA à l'entrepreneur.
- 3.13.3.3 Le PEPA doit porter sur toutes les exigences du présent EDT.
- 3.13.3.4 La PEPA doit comprendre les essais d'insertion et d'enlèvement des plus petits et plus gros dispositifs de roulage à plat pour les plus petits et plus gros pneus.
- 3.13.3.5 L'essai de premier article ne doit pas commencer avant que l'approbation du plan d'essai de premier article par le RT ne soit reçue.

3.13.4 Essai de premier article (EPA)

- 3.13.4.1 L'entrepreneur doit soumettre le premier article à toutes les inspections et à tous les essais exigés, conformément au PEPA approuvé, afin de vérifier qu'il se conforme aux exigences prescrites.

3.13.5 Rapport d'essai de premier article

- 3.13.5.1 Les données d'essai de premier article, ainsi que les observations appropriées relevées pendant la vérification faite par le représentant de l'assurance de la qualité (RAQ) du MDN, doivent être soumises à l'approbation du RT dans un rapport d'essai du premier article présenté après l'achèvement des essais.
- 3.13.5.2 Le rapport d'EPA doit être présenté dans un seul document qui montre en quoi les essais se rapportent au PEPA et qui renferme la documentation à l'appui provenant de l'EPA.
- 3.13.5.3 Le RT fournira à l'entrepreneur un avis écrit d'acceptation ou de rejet du rapport d'EPA dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception du rapport.

3.13.6 Rejet de l'EPA

3.13.6.1 Si le rapport d'EPA est rejeté, l'entrepreneur doit rectifier les lacunes constatées avec le matériel et, sur demande du RT, répéter le plus tôt possible les essais applicables.

3.13.6.2 Tous les coûts encourus par ces activités seront aux frais de l'entrepreneur.

3.13.7 Achèvement du premier article

3.13.7.1 Le premier article est considéré comme achevé lorsqu'il a atteint la configuration acceptée à la suite de l'achèvement et de l'acceptation du rapport d'EPA, y compris toutes les modifications apportées au matériel à la suite du rejet du rapport d'EPA.

3.13.7.2 L'entrepreneur doit attendre d'avoir reçu une confirmation écrite d'acceptation du premier article provenant du RT avant de commencer à produire les autres MIEDRP.

3.13.8 Livraison du premier article

3.13.8.1 L'entrepreneur peut livrer le premier article accepté en tant que matériel livrable si l'article répond à toutes les exigences d'acceptation du contrat.

3.13.9 Livraison des MIEDRP

3.13.9.1 L'entrepreneur doit livrer le premier MIEDRP à la BFC Borden, en Ontario.

3.13.9.2 L'entrepreneur doit livrer les autres MIEDRP au 25^e Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes (25DAFC) à Montréal, au Québec.

3.14 Gestion de projet

3.14.1 Réunion de lancement du projet

3.14.1.1 L'entrepreneur doit, dans les vingt (20) jours ouvrables qui suivent l'adjudication du contrat, prendre les dispositions nécessaires pour tenir une réunion de lancement de projet avec les représentants du MDN, dans les installations de l'entrepreneur, afin de discuter de la portée des travaux à exécuter, ainsi que des étapes du projet.

3.14.2 Calendrier du projet

3.14.2.1 L'entrepreneur doit préparer, tenir à jour et présenter un calendrier de projet qui indique toutes les phases de production, toutes les étapes

du projet et toutes les dates de livraison pour l'ensemble des produits à livrer.

3.14.2.1.1 Le calendrier doit être préparé dans un format du type MS Project.

3.14.2.1.2 Une ébauche du calendrier de projet doit être présentée lors de la réunion de lancement du projet.

3.14.2.1.3 Le calendrier de projet doit être mis à jour et présenté au RT chaque mois.

3.14.3 Réunion de revue de produit

3.14.3.1 Une ou plusieurs réunions de revue de produit doivent être tenues avec les représentants du MDN dans les installations de l'entrepreneur, dans un autre endroit convenu entre les parties, ou, encore, par téléconférence, afin que ceux-ci puissent voir la conception du MIEDRP et qu'ils puissent discuter de celle-ci et de l'ensemble des modifications et des adaptations nécessaires pour respecter les exigences du présent EDT.

3.14.3.2 La première réunion de revue de produit doit être tenue dans les huit (8) semaines qui suivent la réunion de lancement du projet.

3.14.3.3 L'entrepreneur doit présenter au MDN, quinze (15) jours ouvrables avant la réunion de revue de produit, les dessins, les diagrammes, les illustrations ou les documents similaires liés à la MIEDRP qu'il propose, afin qu'ils puissent être examinés par le MDN.

3.14.3.4 Avant de produire le premier article, l'entrepreneur doit attendre d'avoir reçu les commentaires du MDN sur les dessins présentés et sur la réunion de revue de produit, ainsi que l'approbation de ceux-ci par le ministère.

3.14.4 Réunions d'examen de l'avancement des travaux

3.14.4.1 Les réunions d'examen de l'avancement des travaux, présidées par le RT, doivent être tenues afin d'examiner de façon détaillée l'avancement des travaux.

3.14.4.1.1 La tenue des réunions d'examen de l'avancement des travaux sera déterminée par une entente mutuelle entre l'entrepreneur et le RT.

3.14.5 Comptes rendus de réunion

3.14.5.1 Il incombe à l'entrepreneur de préparer tous les comptes rendus de réunion et de les présenter à TPSGC, à l'autorité contractante et au RT au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la tenue des réunions suivantes :

- 1) Réunion de lancement du projet.
- 2) Réunion de revue du produit.
- 3) Réunions d'examen de l'avancement des travaux.
- 4) Conférence provisionnelle.

4.0 PRODUITS À LIVRER DANS LE CADRE DU CONTRAT

4.1 Généralités

4.1.1 L'entrepreneur doit s'assurer que la MIEDRP livrée a été réglée, lubrifiée et soumise à un entretien courant la préparant à fonctionner ou à être transportée.

4.2 Liste des produits à livrer

Article	Description de l'article	Qté	Options
1	MIEDRP conforme aux exigences de l'EDT, avec tous ses accessoires.	38	10
2	Rapport d'évaluation environnementale de l'équipement (EEE) (paragraphe 3.9.7)	1	0
3	Homologations (paragraphe 3.11)	1 pour le RT	0
4	Plan d'essai du premier article (paragraphe 3.13.3)	1 pour le RT	0
5	Rapport d'essai du premier article (paragraphe 3.13.5)	1 pour le RT	0
6	Manuel d'exploitation et d'entretien (E et E) (paragraphe 3.12.1)3.12.1	1 pour le RT 1 par MIEDRP	1 par MIEDRP
7	Liste de vérification plastifiée (paragraphe 3.12.2)3.12.2	1 pour le RT 1 par MIEDRP	1 par MIEDRP
8	Cours de formation des formateurs avec tout le matériel de cours exigé (paragraphe 3.12.3.2)	1	0
9	Plan de formation (paragraphe 3.12.3.4)	1 pour le RT	0

10	Vidéo de formation (paragraphe 3.12.3.5)	1 pour le RT 1 par MIEDRP	0
11	Liste des pièces de rechange et des articles consommables recommandés à changer à court terme (paragraphe 3.12.4.1.1)3.12.4.1.1	1 pour le RT	0
12	Liste des pièces de rechange et des articles consommables recommandés à changer à long terme (paragraphe 3.12.4.1.2)3.12.4.1.2	1 pour le RT	0
13	Lubrifiants et filtres à court terme (paragraphe 3.12.4.2.1)3.12.4.2.1	1 ensemble par MIEDRP	1 par MIEDRP
14	Données techniques pour le catalogage (paragraphe 3.12.4.3)3.12.4.3	1 pour le RT	0
15	Liste des éléments à long délai de livraison (paragraphe 3.12.4.4)3.12.4.4	1 pour le RT	0
16	Cours de formation des utilisateurs (paragraphe 3.12.3.3) à la BFC Edmonton	0	1
17	Cours de formation des utilisateurs (paragraphe 3.12.3.3) à la BFC Petawawa	0	1
18	Cours de formation des utilisateurs (paragraphe 3.12.3.3) à la BFC Valcartier	0	1
19	Cours de formation des utilisateurs (paragraphe 3.12.3.3) à la BFC Gagetown	0	1

APPENDICE 1																							
1. TITRE Évaluation environnementale de l'équipement (EEE)			2. NUMÉRO D'IDENTIFICATION Appendice 1																				
3. DESCRIPTION L'EEE détermine et documente les incidences potentielles sur l'environnement de l'équipement pour toutes les phases de son cycle de vie (essai et évaluation après la production; exploitation et entretien; démilitarisation du matériel et élimination) et des mesures de mitigation requises pour réduire ces risques ou les éliminer.																							
4. DATE D'APPROBATION		5. BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ		6. APPLICABLE AU GIDEP																			
7. APPLICATION/INTERDÉPENDANCE 7.1. La présente DED contient le contenu et les instructions de rédaction de l'EEE exigée par l'EDT.																							
8. AUTEUR			9. FORMULAIRES APPLICABLES																				
10. INSTRUCTIONS DE PRÉSENTATION 10.1 FORMAT L'entrepreneur choisit le format de l'EEE. 10.2 CONTENU L'EEE doit renfermer au moins les sections et les renseignements suivants : 10.2.1 Page titre a. Nom de l'équipement et NNO (si disponible). b. Direction d'origine : à dét. c. Numéro d'enregistrement de l'EEE au DGGPET : à dét. d. Contrat d'évaluation : nom et titre de l'auteur de l'EEE et le nom de l'entreprise pour laquelle il travaille 10.2.2 Sommaire Fournir un bref sommaire de l'incidence potentiel sur l'environnement de l'équipement et des mesures de mitigation recommandées pour chaque phase du cycle de vie de l'équipement (production; essai et évaluation après la production; exploitation et entretien; démilitarisation du matériel et élimination). 10.2.3 Description de l'équipement a. Description de l'équipement: Présenter un survol de l'équipement et présenter chacun des principaux sous-systèmes, conformément à la structure de repartition pièces de l'équipement. b. Pour chaque principal sous-système, indiquer les éléments suivants : i. Les sources de rayonnement ionisant (radioisotopes et rayons X). P. ex., uranium, radon, plutonium et tritium, etc. ii. Les sources de rayonnement non ionisant (radiofréquences, lasers). iii. Les matériaux incorporés dans la conception, y compris le type et la composition de ceux-ci. Fournir des informations supplémentaires dans le tableau suivant à l'annexe 1 pour toutes les substances dangereuses (y compris, mais non limité à ceux identifiés ci-dessous). Annexe 1 – Liste des pièces de l'équipement qui renferment des substances dangereuses <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 5px;"> <thead> <tr> <th style="width: 45%;">Substances dangereuses</th> <th style="width: 10%;">NNO</th> <th style="width: 10%;">Numéro de pièce originale du FEO</th> <th style="width: 15%;">Description de l'article</th> <th style="width: 15%;">Emplacement</th> <th style="width: 5%;">Détails supplémentaires</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Composant métallique dans sa forme pure qui est contenu dans tout composé, alliage ou mélange ou traitement de surface qui renferme les suivants : arsenic, aluminium, antimoine, béryllium, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, plomb, manganèse, molybdène, nickel, sélénium, argent, thallium, zinc. L'on devrait également indiquer si le produit renferme des métaux précieux comme l'or, l'argent, le rhodium, la platine, le palladium, le tellure, etc.</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Amiante</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td>Type et équipement militaire</td> </tr> </tbody> </table>						Substances dangereuses	NNO	Numéro de pièce originale du FEO	Description de l'article	Emplacement	Détails supplémentaires	Composant métallique dans sa forme pure qui est contenu dans tout composé, alliage ou mélange ou traitement de surface qui renferme les suivants : arsenic, aluminium, antimoine, béryllium, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, plomb, manganèse, molybdène, nickel, sélénium, argent, thallium, zinc. L'on devrait également indiquer si le produit renferme des métaux précieux comme l'or, l'argent, le rhodium, la platine, le palladium, le tellure, etc.						Amiante					Type et équipement militaire
Substances dangereuses	NNO	Numéro de pièce originale du FEO	Description de l'article	Emplacement	Détails supplémentaires																		
Composant métallique dans sa forme pure qui est contenu dans tout composé, alliage ou mélange ou traitement de surface qui renferme les suivants : arsenic, aluminium, antimoine, béryllium, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, plomb, manganèse, molybdène, nickel, sélénium, argent, thallium, zinc. L'on devrait également indiquer si le produit renferme des métaux précieux comme l'or, l'argent, le rhodium, la platine, le palladium, le tellure, etc.																							
Amiante					Type et équipement militaire																		

APPENDICE 1 DE L'ANNEXE B
DE W8476-155291
EN DATE DU 24 AOÛT 2015

Halocarbures					Inclure la fiche signalétique à l'annexe 3
Biphényle polychloré					Forme (liquide ou solide), quantité (kg), volume (L) et concentration en ppm
Mercure (et ses composés)					Fabricant du composant, état du mercure (p. ex., liquide, vapeur, amalgame, halogénure métallique), quantité (kg), volume (L) et concentration en ppm

iv. Liste des produits dangereux: Comprennent tous les produits dangereux qui sont incorporés dans la conception des sous-systèmes (c.-à-d., peintures et traitements de surface; adhésifs; lubrifiants; articles consommables comme les piles, etc.) et ceux dont l'utilisation est recommandée par l'entrepreneur pendant la phase d'exploitation du cycle de vie (c.-à-d., lubrifiants; nettoyeurs; agents de décontamination; etc.) ou renfermés dans la documentation technique. Fournir les renseignements pour tous les produits dangereux dans le tableau présenté à l'annexe 2. Fournir toutes les fiches signalétiques à l'annexe 3.

Annexe 2 – Liste des produits dangereux

Produit chimique	NNO	Numéro de pièce et fabricant	Ingrédient	Numéro du Chemical Abstract Service	Substance contrôlée*
Adhésifs; antigrippants; antistatique; piles; solvants; nettoyeurs et dégraissateurs; gaz comprimés; liquide de refroidissement; inhibiteur de corrosion; fluide de coupe; agents de décontamination; dessiccant; trousse de détection; composés diélectriques; agent extincteur; charge ignifugeante; carburant; graisse; liquide d'imprégnation d'inspection; lubrifiants; peintures et produits connexes (couche de finition, apprêt, peinture primaire réactive, diluant, décapeur de peinture, revêtement en poudre, revêtement de soubassement de carrosserie); produits de polissage (produits à polir pour automobile; produits d'entretien pour le cuir); fluide frigorigène; mastic; trousse de déversements; produits de soudure (brasure, flux, électrode, etc.); etc.					

*Substances contrôlées : indiquer si la substance est réglementée ou si l'on projette de la réglementer en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE) de 1999, si elle est visée par l'annexe 1 – Liste des substances toxiques en vertu de la LCPE et/ou si elle est assujettie à des exigences de déclaration en vertu de l'Inventaire national des rejets de polluants (INRP).

10.2.4 Évaluation environnementale

Pour chaque phase du cycle de vie (essai et évaluation après la production; exploitation et entretien; démilitarisation du matériel et élimination), discuter des éléments suivants :

- a. Activités de cycle de vie : Description des activités prévues (y compris les tâches d'opérateur et d'entretien qui sont énoncées dans la documentation technique fournie par l'entrepreneur) et déterminer si certaines de ces activités pouvaient : relâcher des substances polluantes dans l'air, l'eau ou le sol (p. ex. émission de gaz polluants, déchets dangereux, déversements, etc.); avoir une incidence sur la santé humaine; provoquer du bruit ou des vibrations; et/ou modifier des caractéristiques du paysage. Nota : La portée de l'EEE exclut les activités liées à l'utilisation de munitions.
- b. Impact environnemental : Description des impacts environnementaux potentiels déterminés ci-dessus.
- c. Mesures mitigation : Décrire les mesures d'atténuation visant à éliminer ou à réduire les risques des impacts environnementaux potentiels qui sont possibles, y compris les mesures prises lors de la conception; les dispositifs d'alarme; l'équipement de réduction des émissions; l'intervention en cas de déversement; les procédures de manipulation et d'élimination sécuritaires; la formation; l'équipement de protection individuel; les étiquettes sur l'équipement; les avertissements dans la documentation technique; la surveillance ou les inspections; etc.

10.2.5 Conclusion et recommandations

Résumer les impacts environnementaux et les mesures de mitigation recommandées pour chaque étape du cycle de vie.

10.2.6 Références

Dresser la liste de tous les documents de référence consultés lors de la préparation du rapport d'EEE (comme : les lois canadiennes; les politiques et procédures du MDN; la documentation technique; etc.)

Annexe 1 – Liste des pièces de l'équipement qui renferment des substances dangereuses

Annexe 2 – Liste des produits dangereux

Annexe 3 – Fiches signalétiques (FS) pour tous les produits dangereux relevés lors que l'EEE

ÉVALUATION DE LA SOUMISSION TECHNIQUE
POUR
MACHINE D'INSERTION ET D'ENLÈVEMENT
DE DISPOSITIFS DE ROULAGE À PLAT

1. INTRODUCTION

1.1 Portée

Le présent document décrit le plan d'évaluation des soumissions. Il précise les critères techniques qui doivent être évalués. L'évaluation sera basée sur les critères obligatoires.

1.2 Format général des propositions

Les propositions doivent traiter de façon claire, organisée et en forme narrative, tous les sujets figurant dans le plan d'évaluation de la soumission. Les réponses narratives qui consistent en une simple déclaration de conformité sans détails narratifs précis pourraient empêcher l'évaluation juste de l'offre et provoquer le rejet de la proposition.

1.3 Évaluation

Les soumissions seront évaluées en fonction des critères obligatoires. Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à tous les critères obligatoires.

2. CRITÈRES OBLIGATOIRES

En ce qui concerne la présente demande de propositions, les termes « conforme » et « conformité » indiquent que la soumission respecte les exigences obligatoires, sans écart ni réserve.

Les réponses aux exigences obligatoires énoncées dans la présente section seront évaluées selon une base simple et rigoureuse de réussite ou d'échec. Les propositions qui ne répondent pas à chaque exigence obligatoire énumérée dans les tableaux ci-dessous seront jugées non conformes et seront rejetées.

L'on s'attend à ce que les soumissionnaires répondent de façon conforme aux exigences énoncées au paragraphe 1.2 (ci-dessus) et au paragraphe 2.1 ci-dessous.

2.1 Exigences de l'EDT

Critère et description du critère	Critères d'évaluation obligatoires	Renvoi aux documents de la soumission (page/paragraphe)
1. Produit – MIEDRP L'entrepreneur doit présenter sa MIEDRP pour usage intensif.	1. Le soumissionnaire doit : a) Présenter la documentation détaillée sur la machine, y compris les illustrations de sa MIEDRP pour usage intensif qui a pour but d'être conforme aux exigences de l'EDT.	

Le soumissionnaire doit énoncer en quoi sa MIEDRP est conforme aux paragraphes de l'EDT qui sont énoncés ci-dessous. Les énoncés doivent référencer à la documentation, aux dessins ou aux illustrations qui sont joints à la proposition.

Paragraphe de l'EDT	Titre descriptif des exigences	Renvoi aux documents de la soumission (page/paragraphe)
3.1	Généralités	
3.1.4	Les MIEDRP doit être un produit commerciale disponibles sur le marché (PDSM) ou un produit militaire disponible sur le marché (MS).	
3.1.5	Les MIEDRP doivent être utilisés par l'OTAN.	
3.3	Système mécanique	
3.3.1	Le châssis de la MIEDRP doit être composé d'un cadre métallique soudé très robuste de type industriel, qui est traité, muni d'une couche d'apprêt et recouvert d'une peinture de type commerciale qui résiste à la corrosion.	
3.3.2	La MIEDRP doit être munie de mâchoires à compression qui peuvent être utilisées pour tous les dispositifs de roulage à plat énoncés dans la section 3.2.1.1.	
3.3.4	La MIEDRP doit comprendre des tiges de poussée et des tiges d'extraction dont la fonction est de pousser et de tirer les dispositifs de roulage à plat pour les insérer ou les extraire de la cavité de pneu.	
3.3.6	La MIEDRP doit comprendre une grue.	
3.3.6.1	La grue doit être installée sur un point de pivot qui se trouve sur le châssis de la MIEDRP et être positionnée de manière à ce qu'elle puisse transporter le pneu jusqu'à l'extrémité des mâchoires à compression et qu'elle puisse le déposer au sol.	
3.3.6.4	La grue doit être munie d'un treuil électrique qui est en mesure de lever et retenir tous les pneus énoncés à la section 3.2.1.1 et les dispositifs de roulage à plat qui leur correspondent.	
3.3.6.4.1	Le treuil doit être muni d'une télécommande.	
3.3.7	La MIEDRP doit être fournie avec au moins deux (2) plaques de déviation afin de dévier les dispositifs de roulage à plat vers la cavité du pneu.	
3.4	Système hydraulique	

3.4.1	La MIEDRP doit être munie d'un système hydraulique qui contient l'ensemble des tuyaux sous pression, des raccords et des dispositifs nécessaires et adéquats pour faire fonctionner le système.	
3.4.4	La MIEDRP doit comprendre trois (3) vérins hydrauliques possédant suffisamment de force et se déplaçant suffisamment dans les deux directions pour accomplir les tâches pour lesquelles ils sont conçus.	
3.4.4.1	Deux (2) vérins doivent être utilisés pour tenir et comprimer, dans une forme ovale de taille suffisante pour les insérer dans la cavité de pneu, tous les dispositifs de roulage à plat.	
3.4.4.2	Un (1) vérin doit être utilisé pour pousser ou tirer les dispositifs de roulage à plat afin de les insérer ou les extraire de la cavité de pneu.	
3.4.5	La MIEDRP doit présenter un ensemble de trois (3) leviers indépendants, manipulés par l'opérateur, de commande du système hydraulique.	
3.4.5.2	Le dispositif présentant les leviers du système hydraulique doit se trouver sur un bras pivotant afin de permettre de le déplacer autour d'un point de pivot.	
3.5	Système électrique	
3.5.1	La MIEDRP doit être conçue pour fonctionner avec une alimentation électrique neutre selon les exigences suivantes : 120/208 V, triphasé, 60 Hz, 4 fils.	
3.5.2	La MIEDRP doit être pourvue d'un panneau électrique et de coupe-circuits.	
3.9	Santé et sécurité au travail et protection de l'environnement (SSTPE)	
3.9.1	L'entrepreneur et les sous-traitants doivent respecter la réglementation applicable liée à la SSTPE.	
3.9.2	Les MIEDRP ne doivent contenir aucun biphényle polychloré (BPC).	
3.9.4	Les MIEDRP doivent respecter le <i>Règlement sur les produits contenant du mercure</i> .	

ANNEXE D
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE
D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par la Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada - Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- () A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- () A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- () A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- () A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- () A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

() B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

() B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)